

## Une délégation de l'UE au Burundi pour le suivi de la suspension de son aide

@rib News, 04/10/2016 - Source Délégation de l'UE au Burundi COMMUNIQUE DE PRESSE 4 octobre 2016 Une réunion conjointe entre le gouvernement burundais et l'Union européenne s'est tenue le 3 octobre 2016 dans le cadre du suivi de la décision du 14 mars 2016 prise en application de l'article 96 de l'accord de Cotonou. La partie burundaise était représentée par une délégation conduite par le Ministre des Relations extérieures et de la coopération internationale, Alain Nyamitwe.

La partie européenne était représentée par une délégation conduite conjointement par le Directeur général pour l'Afrique du Service européen d'action extérieure, Koen Vervaeke, et la Directrice pour l'Afrique centrale et de l'ouest de la Direction générale du développement, Carla Montesi, et comprenant des représentants des Etats membres de l'Union européenne. La discussion a porté sur l'ensemble des engagements attendus énoncés dans la décision tant sur le plan de la recherche d'une solution politique à la crise que traverse le Burundi que sur celui des droits de l'homme, des libertés fondamentales et des affaires judiciaires en cours. Elle a permis de faire le point sur la situation, sur les initiatives prises par le gouvernement burundais et sur les perspectives d'amélioration. L'Union européenne a partagé sa préoccupation continue quant à la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle a souligné la nécessité de rester dans le cadre de l'Accord d'Arusha qui a permis au Burundi de retrouver la paix et le développement. Ainsi, elle a exhorté le gouvernement burundais    coopérer pleinement avec les efforts du Président Mkapa au titre de la médiation régionale ainsi qu'avec les mécanismes mis en place par le Conseil des droits de l'Homme et par l'Union Africaine. Le Directeur général Koen Vervaeke a déclaré : "L'Union européenne est engagée à maintenir le dialogue dans le cadre de son partenariat avec le Burundi pour aider à trouver une solution à la crise. C'est dans cette optique que nous sommes venus afin d'évaluer avec nos partenaires burundais le niveau d'avancement de la mise en œuvre des engagements attendus. Notre action soutient aussi une coopération pleine et entière du Burundi avec les efforts de la Communauté Est Africaine, de l'Union Africaine et des Nations Unies en faveur d'une sortie de crise." La Directrice, Carla Montesi a pour sa part souligné : "L'Union européenne est attachée à la lutte contre la pauvreté au Burundi en conformité avec les engagements pris lors de la signature du programme indicatif du 11  me FED. C'est dans ce sens qu'elle poursuit un appui significatif à la population burundaise, tout en se conformant aux mesures prises dans le cadre de la décision article 96. Nous espérons que les engagements pris par le Burundi seront mis en œuvre afin de permettre une reprise progressive de l'ensemble de nos programmes." La partie européenne, sur la base de ces échanges et informations en évaluera la portée par rapport à ses attentes et aux préoccupations reflétées dans les mesures appropriées de la décision du 14 mars 2016. Elle reste engagée dans son partenariat avec le Burundi et, sur la base des engagements attendus du gouvernement dans le cadre de la procédure de l'article 96 de l'accord de Cotonou, poursuivra son soutien à la population burundaise. Elle reste ouverte à maintenir un dialogue constructif avec le gouvernement du Burundi qui détient la responsabilité première pour la sortie de la crise.